

Vivre en deçà de la frontière, travailler au-delà

Jean-Michel Floch, département de l'Action régionale, Insee

Les déplacements domicile-travail de part et d'autre des frontières jouent un rôle décisif dans les économies locales, par l'emploi qu'ils procurent et les revenus qu'ils génèrent. Plus des deux tiers des 320 000 résidents métropolitains concernés vont travailler en Suisse, au Luxembourg ou à Monaco ; l'agglomération genevoise reçoit à elle seule 60 000 de ces migrants. Les déplacements vers la Belgique et l'Allemagne sont moins concentrés. Près de 10% des migrants alternants ont la nationalité du pays dans lequel ils vont travailler. Très peu d'actifs résidant à l'étranger viennent travailler en France.

Composante majeure des dynamiques territoriales transfrontalières, ces navettes provoquent dans certaines zones d'emploi des dynamiques démographiques positives ; dans d'autres, elles contribuent à atténuer les effets des restructurations de l'appareil productif. En revanche, elles retardent parfois la recherche de solutions locales et rendent ces zones tributaires de la conjoncture économique des pays voisins.

Environ 320 000 résidents (*définitions*) de France métropolitaine traversent la frontière pour aller travailler dans un pays limitrophe. Essentiellement à destination de cinq pays : la Suisse, le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique et Monaco (*tableau 1*). Les navettes (*définitions*) sont très limitées avec l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni. À l'inverse, seulement 11 000 personnes viennent travailler en France (la moitié de Belgique, les autres d'Espagne, d'Allemagne et d'Italie).

Au cours de la dernière décennie, les navettes ont fortement augmenté avec la majorité des pays de destination, tout particulièrement avec la Suisse et le Luxembourg. Seules les navettes avec l'Allemagne sont en recul.

La Suisse est de très loin la destination principale puisqu'elle attire 135 000 personnes, le Luxembourg venant en deuxième position. Les différences de salaires entre ces deux pays et la France sont la principale cause de ces migrations. Malgré des frontières communes étendues, il y a moins de déplacements vers l'Allemagne et la Belgique. La situation de Monaco est particulière du fait de son enclavement et de sa petite taille.

Quatre grandes destinations

Quatre grands pôles centrés autour de Genève, Luxembourg, Bâle et Monaco reçoivent près des deux tiers des transfrontaliers (*définitions* - *carte 1*).

Le canton de Genève et le district de Nyon dans le canton de Vaud forment avec la zone d'emploi (*définitions*) du Genevois français l'espace urbain franco-valdo-genevois, véritable agglomération transfrontalière. Les navettes ont donc lieu dans un espace fortement intégré. Les habitants du Genevois français travaillent en majorité dans la commune de Genève, et les autres dans les communes suisses de l'agglomération genevoise. Le nombre de ces salariés résidant en France a doublé entre 1999 et 2010. Ils sont moins nombreux dans l'agglomération bâloise qui est aussi une agglomération transfrontalière (l'Eurodistrict de Bâle), rassemblant autour de la ville-centre des communes françaises et allemandes. Côté français, ce sont les zones d'emploi de Mulhouse et de Saint-Louis qui fournissent la plus grande partie des migrants, les zones d'emploi du nord de la Franche-Comté n'en fournissant qu'une petite partie. Les migrations

1 Navettes transfrontalières par pays de destination

	2007	1999
Allemagne	52 500	63 100
Belgique	33 200	21 500
Espagne	4 600	2 400
Italie	1 500	1 300
Luxembourg	61 100	37 900
Monaco	25 000	18 400
Royaume-Uni	5 700	3 700
Suisse	135 800	100 100
Ensemble	319 400	248 400

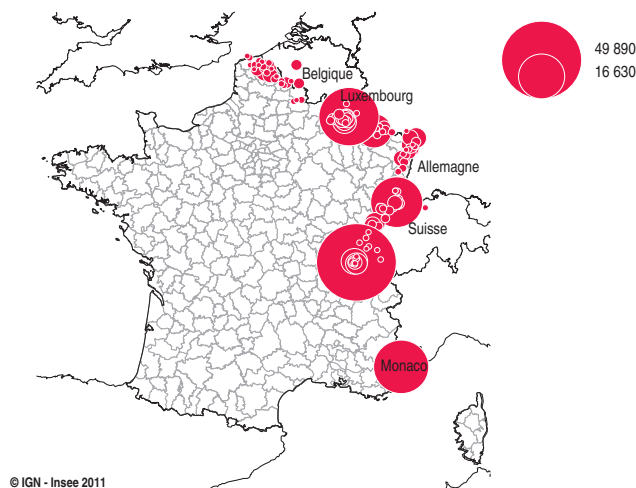
Source : Insee, recensements de la population de 1999 et 2007.

INSEE
PREMIERE



INSEE

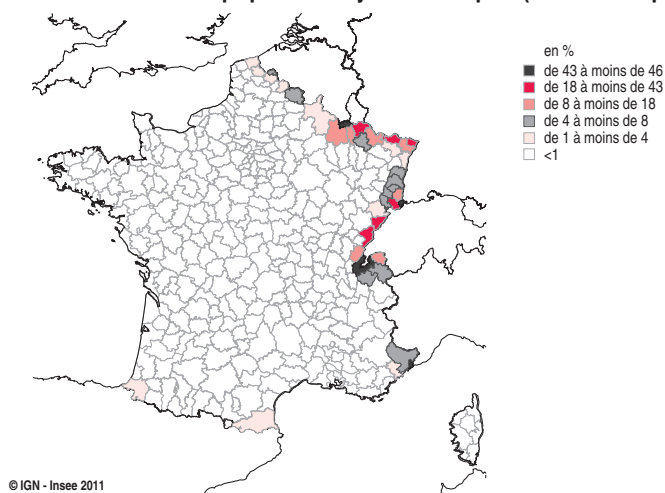
① Où vont les actifs transfrontaliers ?



Lecture : les actifs transfrontaliers se dirigent principalement vers quatre grands pôles au-delà des frontières : Genève, Luxembourg, Bâle et Monaco. La seule commune de Genève reçoit 49 890 actifs venant de France.

Source : Insee, recensement de la population de 2007.

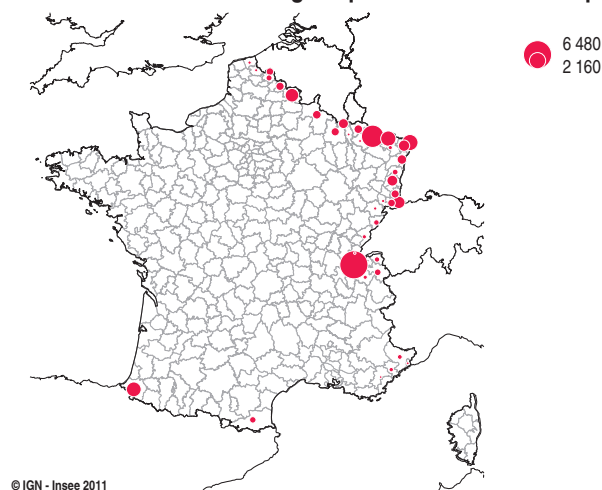
② Part des transfrontaliers dans la population ayant un emploi (zones d'emploi)



Lecture : la part des personnes ayant un emploi et travaillant au-delà des frontières dépasse 43% dans les zones d'emploi de Saint-Louis, Longwy, Menton et du Genevois français. Ces mouvements ne sont significatifs que dans les zones d'emploi de la frontière nord-est, dans celles qui bordent Monaco, et dans deux zones proches de la frontière espagnole.

Source : Insee, recensement de la population de 2007.

③ Où résident les transfrontaliers étrangers qui travaillent dans leur pays d'origine ?



Lecture : 6 480 actifs de nationalité suisse résident en France, dans la zone d'emploi du Genevois français, mais travaillent en Suisse.

Source : Insee, recensement de la population de 2007.

vers Bâle (au contraire de celles dirigées vers Genève) sont restées assez stables. Les Français étaient nettement plus nombreux que les Allemands en 1999, et sont aujourd'hui à parité.

Les autres mouvements vers la Suisse ont lieu en direction des deux cantons, de Vaud où de nombreuses communes sont concernées, et de Neuchâtel, la ville privilégiée étant La Chaux-de-Fonds. Dans ces deux cantons, le nombre de trajets entre un domicile français et un emploi suisse ont fortement augmenté bien qu'on ne soit plus ici dans un contexte d'agglomération transfrontalière comme pour Genève et Bâle, mais dans une localisation plus dispersée.

Le Luxembourg constitue le troisième lieu de polarisation : 60 000 personnes venant pour l'essentiel des zones d'emploi de Thionville et de Longwy, et dans une moindre mesure de celles de Metz et de Briey, y travaillent. Les frontaliers, dont la moitié sont français, fournissent près de 40 % de l'emploi intérieur luxembourgeois. La configuration territoriale est différente de celles de Bâle et de Genève, où l'on a un centre et une périphérie.

Le dernier lieu de polarisation, Monaco, est très particulier du fait de la petite taille de cette principauté, de son enclavement complet dans le territoire français, et de la nature de son activité économique. Les résidents français forment plus de la moitié des salariés.

En Allemagne, la ville de Saarbrücken est la destination principale des habitants du Bassin houiller et de Sarreguemines. Compte tenu de la taille de l'agglomération, les mouvements en provenance de la zone d'emploi de Strasbourg vers Kehl sont limités.

Il en va de même à la frontière belge. Peu d'actifs de Lille ou de Dunkerque, qui sont au centre d'agglomérations, franchissent la frontière. En revanche, la zone d'emploi de Roubaix-Tourcoing envoie des actifs essentiellement vers la commune limitrophe de Mouscron.

La distance domicile-travail est très différente selon les zones d'emploi. Les trajets les plus courts sont sans surprise en direction de Monaco. Les transfrontaliers des zones de Bâle-Saint-Louis, du Genevois français et du Bassin houiller font des déplacements un peu plus longs que les autres actifs de ces zones. Dans les zones d'emploi de Metz, Thann-Cernay et Saverne, 50 % des déplacements dépassent 40 km.

Un rôle souvent décisif dans l'économie locale

Parmi les zones d'emploi situées près des frontières des pays mentionnés, 36 comptent plus de 1 000 transfrontaliers. Ils se concentrent dans un petit nombre de zones d'emploi : près de 60 000 dans le Genevois français, qui rassemble donc à lui seul un cinquième des migrations totales, 35 000 dans les zones d'emploi de Thionville (migrations vers le Luxembourg) ; puis viennent Longwy, Menton, Saint-Louis, Mulhouse et le Bassin houiller qui comptent chacune entre 10 et 15 000 migrants (*tableau 2*). Dans treize autres zones d'emploi, on en recense plus de 5 000.

Rapporté au nombre d'actifs ayant un emploi de la zone, le poids de ces migrants peut devenir décisif. Dans quatre zones (Longwy, Genevois français, Saint-Louis, Menton), les emplois transfrontaliers représentent plus de 40 % de l'emploi de la zone (*carte 2*).

Le travail frontalier joue un rôle décisif non seulement dans les agglomérations transfrontalières franco-suisse et les zones d'emploi proches du Luxembourg, mais aussi dans les zones d'emploi franc-comtoises de Pontarlier et de Morteau où il représente plus du quart des emplois.

Son impact sur l'économie locale est difficile à apprécier. Dans les zones les plus concernées, la majorité des revenus salariaux peuvent provenir du travail transfrontalier, du fait de l'ampleur des déplacements et des différentiels de

salaires entre la France d'un côté, et le Luxembourg et la Suisse de l'autre. Les sources fiscales prennent en compte incomplètement cet impact, du fait des législations fiscales particulières et du mode de déclaration des revenus.

L'impact sur le marché du travail d'un effet « frontière » ne peut être évalué au niveau national mais seulement à l'échelon local. La situation de la région genevoise n'est pas facilement comparable à celle des zones d'emploi proches de la frontière luxembourgeoise où les restructurations de l'appareil productif ont été massives (*encadré*).

Davantage d'ouvriers diplômés

Quel que soit le pays de destination, les 25-45 ans sont surreprésentés ainsi que les couples. Il n'est pas rare que plusieurs personnes au sein d'un même ménage travaillent à l'étranger. Environ 40 000 couples sont dans cette situation, 60 % des conjoints travaillant alors dans la même commune.

À l'exception de Monaco, pour des raisons tenant à l'économie locale, la part des ouvriers parmi les transfrontaliers est nettement supérieure à celle des zones frontalières (plus de 50 % d'ouvriers en direction de la Belgique et de l'Allemagne). En Suisse, ouvriers, employés et professions intermédiaires sont représentés à parts à peu près égales. Si l'on élimine les effets de structure, le salaire brut versé en Suisse est nettement supérieur : l'écart entre ce que touche un frontalier travaillant en

Suisse, et ce qu'il gagnerait s'il était resté en France est estimé à 75 % dans le cas des salariés du canton de Genève, et à 50 % pour ceux de l'Arc jurassien.

Dans tous les cas, les cadres sont très faiblement représentés. Dans certaines zones d'emploi, plus des deux tiers des actifs travaillant à l'étranger occupent des emplois d'ouvriers. Faute de connaître la situation de ces salariés auparavant, on ne sait pas s'ils auraient été ouvriers en France. Les différentiels de salaire entre la France d'une part, la Suisse et le Luxembourg d'autre part, peuvent conduire à s'interroger sur le lien entre diplôme et profession exercée. Les navetteurs occupant un emploi d'ouvrier ou d'employé sont plus souvent titulaires du bac ou d'un diplôme supérieur que leurs homologues restés travailler au pays. Le phénomène est particulièrement sensible au Luxembourg et à Monaco, un peu moins en Suisse.

Allemands et Belges résident souvent en France

Environ 10 % des personnes vivant en France et travaillant de l'autre côté de la frontière n'ont pas la nationalité française, mais une nationalité frontalière (*carte 3 et tableau 3*). Ce sont donc des actifs qui se sont installés en France en continuant à se déplacer pour le travail. Les Allemands et les Belges sont les plus nombreux, et représentent respectivement 24 % et 16 % des transfrontaliers. Les Suisses sont moins nombreux à

2 Zones d'emploi dont plus de 10 % des actifs travaillent à l'étranger

Zone d'emploi	Actifs transfrontaliers	Part dans la population active (%)	Distance parcourue (km)	Principal pays de destination
Saint-Louis	12 037	45,9	8,8	Suisse
Longwy	15 571	45,2	21,2	Luxembourg
Menton	14 438	44,6	5,0	Monaco
Genevois français	59 404	43,5	12,4	Suisse
Morteau	7 666	34,4	15,6	Suisse
Wissembourg	8 165	31,9	22,1	Allemagne
Altkirch	7 896	26,6	23,7	Suisse
Thionville	36 015	26,1	27,9	Luxembourg
Pontarlier	6 003	22,9	24,0	Suisse
Sarreguemines	6 452	18,3	19,7	Allemagne
Chablais	6 530	15,7	30,1	Suisse
Bassin-Houiller	14 442	14,6	15,0	Allemagne
Saint-Claude	3 029	12,8	19,2	Suisse
Briey	3 806	12,4	29,0	Luxembourg
Mulhouse	13 366	11,2	31,8	Suisse
Haguenau-Niederbronn	7 333	11,1	26,6	Allemagne

Lecture : 59 404 actifs du Genevois français, représentant 43,5 % des actifs de cette zone, travaillent à l'étranger, essentiellement en Suisse. Le trajet médian pour rejoindre leur lieu de travail est de 12,4 km.

Source : Insee, recensement de la population de 2007.

3 Étrangers résidant en France et travaillant dans leur pays d'origine

Pays d'origine	Total	Présents cinq ans auparavant	Navetteurs étrangers (%)
Allemagne	12 600	3 600	24,1
Belgique	5 200	2 300	15,7
Espagne	2 200	1 100	47,3
Italie	400	200	26,8
Luxembourg	700	300	1,2
Monaco	so*	so*	so*
Royaume-Uni	2 800	1 700	48,8
Suisse	9 700	3 600	7,1
Ensemble	33 600	12 800	10,5

* so : sans objet.

Lecture : 24,1 % des actifs résidant en France et travaillant en Allemagne sont de nationalité allemande ; 3 600 d'entre eux résidaient déjà en France cinq ans auparavant.

Source : Insee, recensements de la population de 1999 et 2007.

Le Genevois français et Longwy

Les variations de populations actives peuvent être décomposées simplement : elles résultent de l'évolution de l'emploi sur place, du nombre de chômeurs et des navettes domicile-travail. Les zones d'emploi du Genevois français et de Longwy, où le travail frontalier joue un rôle décisif, permettent d'illustrer les différences.

Dans le Genevois français, le nombre d'actifs sur longue période n'a cessé d'augmenter, sous l'influence en particulier de fortes migrations résidentielles en provenance d'autres régions. L'emploi local n'a pas cessé d'augmenter, tout comme les migrations domicile-travail en direction de la Suisse. Les possibilités offertes dans l'espace genevois contribuent à l'attractivité de la zone.

Dans la zone d'emploi de Longwy, il y a eu longtemps un gros déficit migratoire, sauf dans la dernière période intercensitaire. La stabilisation des emplois et du chômage dans la zone est liée à l'accroissement des navettes. L'emploi transfrontalier offre une solution aux problèmes liés à la perte des emplois industriels.

Variation	du nombre d'actifs*	des migrations résidentielles	de l'emploi sur place	du chômage	des navettes domicile-travail
Zone d'emploi du Genevois français					
1975-1982	9 000	5 000	1 400	3 000	4 600
1982-1990	23 400	15 400	8 700	1 500	13 200
1990-1999	11 300	6 200	6 300	3 600	1 400
1999-2006	24 800	15 800	11 500	1 300	12 000
Zone d'emploi de Longwy					
1975-1982	-5 700	-8 400	-9 000	2 600	700
1982-1990	-3 600	-6 900	-8 000	100	4 300
1990-1999	3 900	-1 100	-400	500	3 800
1999-2006	4 300	1 000	300	600	3 400

* Hors militaires du contingent.

Lecture : entre 1999 et 2006, la population active du Genevois français a augmenté de 24 800, cette augmentation provenant entre autres de l'attractivité de la zone (15 800 migrations d'actifs). L'emploi sur place a augmenté (+11 500) en même temps que les navettes (+ 12 000), la hausse du chômage restant modérée.

Source : Insee, recensements de la population de 1975, 1982, 1990, 1999 et 2006.

venir s'installer en France en continuant à travailler dans leur pays d'origine, mais le phénomène a pris de l'ampleur au cours des dernières années. La proportion de cadres reste faible dans cette population. Les ouvriers y sont beaucoup moins nombreux que parmi les transfrontaliers français. Chez les navetteurs suisses, la part de non-salariés est remarquable (professions médicales).

Définitions

Résident : personne, quelle que soit sa nationalité, qui a son domicile principal en France, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui sont non-résidents quelle que soit la durée de leur mission.

Navette : déplacement domicile-travail.

Transfrontalier (ou navetteur) : résident français déclarant travailler à l'étranger. La fréquence (quotidienne, hebdomadaire...) n'est pas observée.

Zone d'emploi : espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Effectué conjointement par l'Insee et les services statistiques du Ministère en charge du travail, le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur l'emploi et son environnement. Les déplacements domicile-travail constituent la variable de base pour la détermination de ce zonage.

Sources

Les résultats présentés ici proviennent du recensement de la population de 2007,

cumul des cinq enquêtes annuelles de recensement réalisées entre 2005 et 2009. On dispose dans le recensement d'une information riche sur les communes de destination des transfrontaliers pour les cinq principaux pays de destination : Allemagne, Belgique, Luxembourg, Monaco et Suisse. Les déplacements vers le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie sont limités et le recensement de la population ne fournit pas les communes de destination.

À l'exception des grandes données de cadrage, on s'est limité aux zones d'emploi comptant plus de 1 000 transfrontaliers, ce qui couvre la quasi-totalité du champ. On a exclu la zone d'emploi de Paris, qui compte plus de 1 000 navetteurs, mais dont les caractéristiques sont trop particulières.

Seules sont considérées les navettes en provenance de France. Les mouvements venant des pays limitrophes ne peuvent pas être appréhendés facilement dans le cadre d'une étude nationale. Les études régionales menées en Lorraine, Alsace ou Nord - Pas-de-Calais ont montré qu'ils sont faibles (Belgique, Allemagne) ou quasiment inexistantes.

Des données suisses ou luxembourgeoises ont été utilisées à titre de comparaison ou pour donner des informations plus qualitatives.

Bibliographie

« Les revenus des ménages du Nord-Lorrain » G. Moreau, *Économie lorraine* N° 154, janvier 2009.

« L'espace urbain franco-valdo-genevois en comparaison européenne » Observatoire statistique transfrontalier, juin 2006.

« Migrations résidentielles de la Suisse vers Rhône-Alpes » Observatoire statistique transfrontalier, juin 2006.

« Une comparaison des salaires entre la Franche-Comté et l'Arc jurassien suisse » Observatoire statistique transfrontalier de l'Arc jurassien, juin 2009.

« Une comparaison des salaires entre la France et la Suisse dans la zone frontalière genevoise » Y. Leurs, *La Lettre de l'Insee Rhône-Alpes* n° 28, octobre 2004.

« L'emploi frontalier vers la Belgique progresse et se diversifie » N. Betremieux, J. Fabre et D. Lavenseau, *Pages de Profil* n° 65, octobre 2009.

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr (rubrique Publications)

Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/liste-abonnements.htm>

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2011

Abonnement annuel : ☐ 81 € (France) ☐ 101 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature _____

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Directeur de la publication :
Jean-Philippe Cotis
Rédacteur en chef :
Gilles Rotman
Rédacteurs :
L. Bellin, A.-C. Morin,
C. Perrel, C. Pfister
Maquette : É. Houël
Impression : Jouve
Code Sage IP111337
ISSN 0997 - 3192
© INSEE 2011

